

Sommaire

I. « L'instrumentalisation du féminisme
à des fins racistes » — 7

II. Des opportunités stratégiques — 17

III. De l'analogie à la mise
en concurrence — 31

IV. Un manque de prise sur les processus
politiques — 59

V. Solidarité internationale et hégémonie
occidentale — 77

VI. De la marge jusqu'au centre — 99

L'instrumentalisation du féminisme

voilées d'accompagner les sorties scolaires, ou encore le vote au Sénat d'une loi qui étend le devoir de neutralité religieuse aux assistantes maternelles du service public et à domicile.

La question de « l'instrumentalisation du féminisme à des fins racistes » est ainsi devenue incontournable dans les espaces et la réflexion féministe d'aujourd'hui. L'escalade islamophobe au nom du féminisme est tellement manifeste que des franges de plus en plus larges sont acculées à faire référence à cette « instrumentalisation ». Mais selon nous, cette expression même pose problème et à plusieurs titres.

Quand on parle d'« instrumentalisation » et en particulier d'une « instrumentalisation » de forces progressistes, on est toujours confronté.e au problème des raisons et des moyens de cette instrumentalisation. En effet, un mouvement, une puissance politique, ne sont pas des entités passives que l'on peut « orienter » ou « manipuler » dans une direction ou une autre. On ne peut pas non plus prétendre que ces mouvements – en l'occurrence, les féminismes en France – ont vu leurs idées tout simplement « récupérées » par le pouvoir ou par des forces réactionnaires. Les idées ne sont pas séparables des personnes concrètes qui les développent et les défendent publiquement par le biais d'appels, de manifestes, de tribunes dans la presse ou de mots d'ordre dans des manifestations de rue. Quand il

Les féministes blanches et l'empire

y a « instrumentalisation », quand une politique raciste ou impérialiste s'empare d'arguments portés par des féministes, il ne peut s'agir simplement d'une vaste transformation rhétorique de la part de la réaction. Le pouvoir s'évertue à agir d'une façon qui semble conforme à un intérêt général. Mais il peut se heurter à des résistances qui démasquent le contenu oppressif de son agenda pour les populations exploitées ou dominées. L'intérêt de la réaction est alors de tirer profit des points faibles de ces résistances, c'est-à-dire de construire des alliances provisoires ou durables avec certains secteurs progressistes qui, sur des points précis, ont des intérêts et des mots d'ordre susceptibles de converger avec ceux du pouvoir.

En d'autres termes, si le pouvoir – de la gauche institutionnelle à la droite de gouvernement – et l'extrême droite se « servent » d'arguments « vertueux », comme l'égalité homme-femme et le « respect des homosexuels » pour renforcer le système raciste, il ne faut pas oublier qu'il s'agit là de tactiques ou de stratégies d'alliances et non pas seulement de « récupérations ». De façon générale, une élite, une classe dominante, ne peut pas diriger la société sans bénéficier de soutiens forts au sein des subalternes, et sans tenter d'apporter des réponses à certaines de leurs préoccupations. En retour, il faut bien que, parmi les subalternes, des divergences d'intérêts provisoires ou durables entrent en jeu pour que certains secteurs *acceptent*

L'instrumentalisation du féminisme

de voir leurs luttes converger avec un agenda dominant. Nous sommes convaincu-e-s que les politiques racistes ne pourraient avoir recours aujourd'hui à des arguments issus des luttes féministes ou contre les oppressions sexuelles si, au sein même de ces luttes, des convergences d'intérêts ne s'étaient pas fait jour *avec* ces politiques racistes. Il est clair que, si des convergences d'intérêt doivent se manifester entre le pouvoir et certaines préoccupations féministes, cette convergence ne peut s'exprimer par un *ralliement* explicite. Il faut envisager ici une affinité entre deux agendas – affinité qui ne résulte pas d'une intention mais d'une *rencontre* entre deux stratégies. Si certaines féministes peuvent apporter une contribution à une politique raciste ou impériale, c'est qu'elles saisissent là des opportunités stratégiques, des occasions d'avancer leurs propres revendications en profitant d'une ouverture offerte par le système raciste.

C'est pour ces raisons que nous entendons proposer une autre analyse de la crise actuelle du féminisme, en discutant notamment l'idée d'une « instrumentalisation du féminisme à des fins racistes » : il ne s'agit pas de comprendre une « instrumentalisation » mais un ralliement. Or ce ralliement est ambigu, complexe. Il met en jeu des aspects conjoncturels – la situation du féminisme à la veille des débats de 2003-2004, par exemple – mais aussi des aspects qui relèvent de l'histoire plus longue du mouvement féministe.

Les féministes blanches et l'empire

Le féminisme français fait partie de la tradition émancipatrice des opprimé·e·s et, comme l'ensemble de cette tradition, il est marqué par des contradictions, des ambivalences, des points aveugles, notamment quant à la question coloniale et raciale. Nous nous emploierons à délimiter ces écueils à travers une histoire des stratégies féministes, mais non pas une histoire au sens d'une recollection linéaire d'événements : il s'agira de saisir des situations, des discours, des pratiques, pour les lire en regard de la crise présente. Davantage qu'une « histoire » du féminisme français, nous en proposons, à travers un usage stratégique de l'histoire, un autre récit.

Des opportunités stratégiques

Pour mieux comprendre cette collusion entre de larges franges du mouvement féministe et la classe dominante, il nous faut aborder un épisode historique durant lequel la convergence d'intérêts entre les féministes et le projet colonial français apparaît, rétrospectivement, de façon très claire. Dès les premiers moments d'organisation de ce que l'on peut considérer comme la genèse du féminisme du xx^e siècle, à savoir le mouvement des suffragettes dans les années 1920 et 1930, l'entreprise coloniale a servi de point d'appui à des revendications spécifiques. Le travail de Jennifer A. Boittin¹ éclaire cette première période. À cette époque, pour contrecarrer l'imaginaire métropolitain qui envisageait les Françaises vivant aux colonies comme des femmes indolentes et décadentes,

1. Lire notamment « Feminist mediations of the exotic: french Algeria, Morocco and Tunisia,

1921-1939 », *Gender & History*, vol. 22, n° 1, avril 2010, p. 131-150.

Les féministes blanches et l'empire

celles-ci mettaient un point d'honneur à mettre en valeur les différents aspects qui faisaient de leur vie un épuisant mais nécessaire service rendu à la nation coloniale. À cette fin, les pages de *La Française*, journal de l'Union française pour le suffrage des femmes (UFSF), constituaient un support de choix. Les femmes françaises d'outre-mer s'y « considéraient comme des facilitatrices, œuvrant au cœur des différentes communautés dans le but de transmettre les valeurs de la civilisation française ou, plus occasionnellement, celles d'un féminisme international et égalitaire¹ ». Déjà, dans les années 1890, le suffragisme français comprenait bon nombre de féministes qui voyaient dans le cadre impérial un certain appui pour soutenir leurs revendications. Parmi elles, Boittin retient Hubertine Auclert, l'une des premières théoriciennes d'un *féminisme impérialiste* développé notamment dans *La Citoyenne*, journal qu'elle avait elle-même fondé. L'une de ses principales problématiques était, par exemple, la polygamie :

L'administration avait été incapable de mettre fin à une telle tradition. Elle affirmait ainsi, indiscutablement, la barbarie des institutions coloniales et par là, elle remettait en cause, avec d'autres, les limites de la civilisation, suggérant que, dans ce cadre, les colonisés

1. *Ibid.*

Des opportunités stratégiques

pouvaient presque apparaître plus civilisés que les colonisateurs. Elle affirmait enfin que, partout dans le monde, le déficit de civilisation – mesuré à l’aune de l’étendue des droits et de la condition des femmes – préfigurait une véritable érosion culturelle¹.

Ce type de rhétorique a notamment permis d’associer le niveau de civilisation d’une société et le degré d’émancipation des femmes. Ainsi, le suffragisme pouvait espérer voir sa lutte et ses revendications intégrées au cœur du projet impérial pour lequel rivalisaient l’ensemble des nations européennes. C’est le même enjeu stratégique qui, dans les années 1920 et 1930, poussait les autrices de *La Française*, membres de l’UFSE, à se prononcer dans la hiérarchie raciale. Leurs principaux arguments se posaient en ces termes :

Comment allaient-elles accomplir la mission civilisatrice si la France s’avérait incapable d’inculquer une civilisation supérieure à des sujets colonisés possiblement à même d’obtenir le droit de vote avant elles ? Quel pouvait être le rôle des femmes dans les colonies ? Comment ce rôle pouvait-il renforcer les campagnes menées en métropole pour le

1. *Ibid.*

Les féministes blanches et l'empire

suffrage des femmes, tandis que la plupart des autres Européennes avaient déjà obtenu le droit de vote¹ ?

L'intérêt stratégique semblait tel que, de 1921 (date à laquelle *La Française* devint un organe du Conseil national des femmes françaises) jusqu'à 1939, le journal offrait nettement plus de couverture aux questions coloniales qu'à tout le reste. D'autre part, toujours selon Boittin, *La Française* a « clairement privilégié l'Afrique du Nord aux autres régions colonisées, et même plus précisément, l'impact de l'islam sur les colonisées² » :

Un espace considérable était consacré au « fardeau » des musulmanes berbères et arabes. Le voile était un des sujets les plus populaires et nombre de contributrices arguaient que le Coran ne forçait en aucun cas les femmes à le porter, et qu'il leur garantissait même une considérable autonomie légale et financière³.

Il s'agissait d'attribuer aux hommes arabes la responsabilité du terrible sort des femmes indigènes, tout en prouvant que le colonisateur était incapable de défier l'homme indigène dans la sphère domestique. C'est là précisément que les femmes

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

Des opportunités stratégiques

françaises pouvaient tenir leur rôle : tout comme Auclert l'avait préconisé quarante ans plus tôt, il s'agissait de montrer à la métropole qu'elles étaient plus aptes que les hommes à transmettre l'œuvre civilisatrice. C'est pourquoi la mise en avant d'une toile de fond islamique prenait tout son sens puisqu'elle permettait aux femmes d'apparaître comme le seul groupe potentiellement capable de pénétrer la sphère privée du colonisé, des harems jusqu'aux appartements les plus modestes. C'est dans cette optique que l'UFSF multiplia les campagnes dénonçant la situation servile des femmes musulmanes et particulièrement le port du voile. Mais à trop se servir du rôle des femmes françaises dans les colonies, les membres de l'UFSF faillirent en perdre le soutien. Dans les comités nord-africains, on commençait à se fatiguer de cette lecture lointaine et presque trop manipulatrice, tant et si bien que des lettres se mirent à pleuvoir au bureau de la direction basée en métropole, sur le modèle de celle de Mme J. Alquier du comité local de Constantine :

Je ne cesserai jamais de répéter combien les Français métropolitains doivent ne plus s'immiscer dans les affaires des musulmans en Algérie. Même avec les meilleures intentions du monde, ils risquent de causer beaucoup de dommages. On doit vivre longtemps avec les Arabes pour les connaître un peu. Ce ne sont

Les féministes blanches et l'empire

pas ceux qui sont venus semer la discorde qui auront la gorge tranchée le jour de la révolte¹.

Ce type d'alarme n'empêcha pourtant pas une large partie du suffragisme français de continuer à utiliser la mécanique impérialiste pour propulser son agenda émancipateur : l'Afrique du Nord permettait à ces militantes de se positionner en civilisatrices, en éducatrices et parfois en support médical. Elles pouvaient dès lors appuyer leur principale revendication (le droit de vote) sans questionner la structure coloniale. Elles préférèrent si bien une tactique à court terme à une stratégie émancipatrice à long terme que l'entrelacement entre agenda féministe et entreprise coloniale n'en finit plus de durer.

Dans les années 1950, comme le rapporte Frantz Fanon, les responsables de l'administration française en Algérie « vont porter le maximum de leurs efforts sur le port du voile, conçu en l'occurrence comme symbole du statut de la femme algérienne² » :

C'est la situation de la femme qui sera alors prise comme thème d'action. L'administration

1. Centre d'archives du féminisme, fond Brunschvicg, 1AF131, dossier « Algérie », sous-dossier « Constantine »,

J. Alquier, 27 février 193[5 ?].
2. « L'Algérie se dévoile », in *L'An V de la révolution algérienne*, La Découverte, 2011.

Des opportunités stratégiques

dominante veut défendre solennellement la femme humiliée, mise à l'écart, cloîtrée... On décrit les possibilités immenses de la femme, malheureusement transformée par l'homme algérien en objet inerte, démonétisé, voire déshumanisé. Le comportement de l'Algérien est dénoncé très fermement et assimilé à des survivances moyenâgeuses et barbares. [...] Des sociétés d'entraide et de solidarité avec les femmes algériennes se multiplient. Les lamentations s'organisent. « On veut faire honte à l'Algérien du sort qu'il réserve à la femme. » C'est la période d'effervescence et de mise en application de toute une technique d'infiltration au cours de laquelle des meutes d'assistantes sociales et d'animatrices d'œuvres de bienfaisance se ruent sur les quartiers arabes. [...] C'est d'abord le siège des femmes indigentes et affamées qui est entrepris. À chaque kilo de semoule distribué correspond une dose d'indignation contre le voile et la claustration. Après l'indignation, les conseils pratiques, les femmes algériennes sont invitées à jouer « un rôle fondamental, capital » dans la transformation de leur sort. On les presse de dire non à une sujétion séculaire. On leur décrit le rôle immense qu'elles ont à jouer. L'administration coloniale investit des sommes importantes dans ce combat. [...] Convertir la femme, la gagner aux valeurs

Les féministes blanches et l'empire

étrangères, l'arracher à son statut, c'est à la fois conquérir un pouvoir réel sur l'homme et posséder les moyens pratiques, efficaces, de déstructurer la culture algérienne¹.

Deux organisations de femmes œuvrent alors principalement, entraînant avec elles des milliers de femmes françaises implantées aux colonies : le Mouvement de solidarité féminine présidée par Mme Salan – épouse du général Salan, qui fera partie des généraux putschistes en mai 1958 et qui deviendra, par la suite, chef de l'OAS² – et le Comité central d'action sociale et de solidarité féminine créé par Mme Massu – épouse elle aussi d'un général français, Jacques Massu, acteur majeur dudit putsch, entre autres méfaits. Si ces messieurs étaient engagés dans la bataille d'Alger, les dames, elles, étaient les partisans d'une guerre contre le voile. Leurs associations de femmes étaient de véritables instruments de propagande coloniale, appuyées sur le terrain par les Équipes médico-sociales itinérantes, par les Adjointes sociales sanitaires rurales auxiliaires et par les Attachées féminines des Affaires algériennes³ qui, en plus d'enseigner aux femmes indigènes la « bonne » tenue d'une maison, une « juste »

1. *Ibid.*, p. 20-21.

2. Organisation Armée Secrète.

3. Voir notamment Neil MacMaster, *Burning the Veil*, Manchester University Press, 2009.

Des opportunités stratégiques

éducation des enfants et les notions d'hygiène élémentaires, menaient une campagne active de dévoilement. Le mois de mai de l'année 1958 marqua l'apothéose de cette campagne acharnée dite de « fraternisation franco-musulmane » :

Les cérémonies de dévoilement les plus élaborées, et qui ont eu le plus fort impact auprès des médias, se sont déroulées à l'occasion de manifestations massives organisées par l'armée, dans les villes principales, à partir du 18 mai. Les meneurs du « putsch d'Alger » (Soustelle, Salan, Massu, Allard), et d'autres généraux et dignitaires, se sont notamment, transportés par hélicoptère, lancés dans une véritable tournée à travers Orléansville, Mostaganem, Blida, Boufarik, Oran, Philippeville, Bône, Sétif, Constantine, Tizi-Ouzou et Biskra, entre le 18 et le 28 mai. À chaque occasion, on pouvait assister à une quasi identique, et théâtrale, mise en scène : des groupes de femmes voilées marchaient en parade jusqu'aux lieux traditionnellement dédiés aux cérémonies officielles (places centrales, hôtels de villes, monuments aux morts). À l'arrivée, une délégation de jeunes femmes, habillées à l'européenne ou portant le *haïk* [voile traditionnel algérien], partageaient l'estrade ou le balcon avec les généraux et les dignitaires présents, bouquets à la main,

Les féministes blanches et l'empire

et délivraient de longs discours en faveur de l'émancipation des femmes avant de lancer leurs voiles à la foule¹.

On ne peut pas dire que ces dévoilements étaient en quoi que ce soit spontanés. Ils étaient le plus souvent véritablement forcés. Le cas de Monique Améziane en est un bon exemple. Monique était la fille d'un notable constantinois dont la ferme gérée par le fils, Mouloud, avait été réquisitionnée par l'armée française pour en faire un des plus importants centres de torture de la région ainsi qu'en fait état le « Rapport sur la ferme Améziane » du Comité Maurice Audin². Comme le raconte Jean-Luc Einaudi³, tandis que Mouloud Améziane est détenu et torturé à la ferme,

on vient la [Monique] chercher au lycée. On lui met un marché en main. Ou bien elle fait ce que l'on lui demande, enlever le voile devant la foule, et son frère aura la vie sauve. Ou bien elle refuse et son frère sera tué. [...] Elle choisit de sauver Mouloud. Les démarches des militaires vers les autres

1. *Ibid.*, p. 133.

2. Voir Pierre-Vidal Naquet (dir.), *La Raison d'État*, Minuit, 1962. Rééd. La Découverte, 2002.

3. *La Ferme Améziane: enquête sur un centre de torture pendant la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, 1991.

Des opportunités stratégiques

femmes de Constantine ont échoué ; ils se sont tournés vers elle. Elle pleure. On la contraint à se prêter à un simulacre. Jamais de sa vie, en effet, elle n'a porté le voile. [...] Sur la place du Théâtre, le moment venu, Monique se sent comme portée par la foule, grisée par les acclamations. Elle participe à une réception où se trouvent Jacques Soustelle, l'ancien gouverneur général de l'Algérie, et le général Gilles. C'est là qu'on lui demande :

— Qu'est-ce que vous voulez, le bac ou la libération de votre frère ?

Elle se rend à la ferme le jour même. Elle porte une robe bleue et une cocarde tricolore. Le chemisier a été confectionné sur elle tandis qu'elle pleurait. On lui a donné l'allure d'une Marianne¹.

Monique Améziane n'est pas un cas isolé mais bien l'une des figures de cette campagne massive :

La Dépêche de Constantine du 27 mai [1958] publie des photos. Sur l'une d'elles, on voit Monique Améziane [...] Elle lit un texte sur une feuille qu'elle a à la main. La photo est ainsi légendée : « Une jeune musulmane, Mlle Ameziane, fille de bachagha, vient d'ôter

1. *Ibid.*, p. 105-106.